N° 3130 — 3e Année — CINQ CENTIMES — Samedi 9 Janvier 1897

RÉDACTION & ADMINISTRATION:
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERNE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50 — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs — Un an, 24 francs
L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'EXPRESS DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES. . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES. . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS. . . . 0 fr. 75 —
LOCALES. . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

LES RÉFORMES

Les élections sénatoriales étant terminées, et chaque parti ayant exprimé son opinion sur le résultat, il en résulte, d'un avis unanime, que le suffrage restreint, consulté dans un tiers de la France, a marqué très nettement sa volonté réformatrice.

Nous avons lu dans plusieurs journaux républicains, qui ne sont pas précisément les amis des réformes, cette exclamation; « Eh bien ! Où est-il donc ce grand mouvement des radicaux et démocrates progressistes qui devait balayer le Sénat ? »

C'est là se battre contre des moulins à vent, car nous n'avons pas appris qu'aucun des candidats sénatoriaux se soit présenté nulle part en France avec la suppression du Sénat pour programme. Personne n'a parlé de « balayer le Sénat » ni de « monter à l'assaut » du Sénat, comme nous l'avons lu aussi dans d'autres journaux de même nuance. Un tel mot d'ordre n'a retenti ni au Nord ni au Midi.

Mais ce que les progressistes ont demandé, et d'une manière très nette, ce sont des réformes financières et des réformes politiques. M. Bourgeois, qui a bien quelque droit de parler au nom des progressistes, n'avait-il pas dans un récent discours, répondu à quelqu'un qui lui criait : « A bas le Sénat ! » Ne dites pas : A bas le Sénat ! Dites : « Vive le Sénat réformateur ! »

Ainsi il est trop facile aux partisans du statu-quo de triompher parce qu'ils n'ont pas vu que nulle part les électeurs et les candidats aient marché à l'assaut du Sénat. Mais personne n'avait cette intention. La question du Sénat ne se posait pas dans les élections actuelles. La question qui se posait était de savoir si les électeurs consultés se prononceraient *pour la continuation de la politique d'impuissance*, de stérilité, de tiraillements interminables entre les deux Chambres, ou au contraire s'ils se prononceraient pour une politique de réformes républicaines.

Or, là-dessus, la réponse n'est pas douteuse. Elle a été aussi claire que possible. Un journal qui n'a pas l'habitude de faire de la *politique militante*, mais qui tient à rendre compte exactement aux lecteurs et à suivre le mouvement de l'opinion, le *Petit Parisien*, a formulé avec autant de simplicité que de vérité le résultat du scrutin, et cette appréciation a été fort remarquée.

« Le résultat, dit-il, est surtout l'ensemble des voix obtenues par les candidats radicaux, *marquant nettement un mouvement* d'orientation à gauche ; et quand on songe à la composition du corps électoral qui nomme les sénateurs, on ne saurait qu'en conclure sur les délégués, on est fondé à affirmer que cette manifestation démocratique se sera produite avec beaucoup plus de force, si la parole avait été donnée au suffrage universel. »

Cela ne peut être contesté sérieusement par personne. La longue attente des réformes, les vaines discussions entre les deux Chambres qui sont depuis trop longtemps en désaccord sur les améliorations nécessaires à la démocratie, la difficulté toujours renaissante de voter le budget à l'époque voulue, le système absurde des douzièmes provisoires, qui fatigue la partie la plus calme et la plus modérée de l'opinion républicaine dans notre pays. Les électeurs ont témoigné suffisamment qu'ils voulaient sortir de cette situation aussi fâcheuse pour les affaires matérielles, pour le commerce et l'industrie, que pour la République elle-même. Il s'agit maintenant de faire voir que l'on a compris cet avertissement.

Les élections législatives ne sont plus bien loin ; on commence à en parler. Il n'est pas *exagéré* de dire que le sort des élections législatives de 1898 va se décider cette année-ci, et que les discussions, les travaux, l'attitude de la Chambre comme du Sénat auront une grande influence sur la prochaine consultation du suffrage universel.

Si on passe encore une année sans procurer au pays aucune satisfaction, le suffrage universel parlera certainement sur un autre ton que le suffrage sénatorial. Alors, ce sera autre chose qu'un avertissement.

On n'a jamais autant invoqué l'autorité de Gambetta: il semble que le grand patriote n'ait jamais été aussi populaire qu'aujourd'hui, car, aujourd'hui tous les partis se réclament de sa politique et de ses conseils. Ce qu'il y a de sûr, c'est que Gambetta n'a jamais recommandé une politique d'inertie et de marasme. Il était très ambitieux pour la République : il la voulait grande et forte, remplissant fièrement son destin à la face du monde.

Il avait préparé un projet d'impôt sur le revenu, il considérait le scrutin de liste comme un instrument nécessaire de la politique républicaine, il voulait une réforme constitutionnelle qui aurait assuré en cas de désaccord le dernier mot à la Chambre et la prédominance au suffrage universel.

Or, sur ces trois points essentiels, pour *ne parler que de ceux-là*, rien n'a été fait depuis que Gambetta n'est plus.

Nous sommes beaucoup moins avancés aujourd'hui qu'au temps de Gambetta. Il y a un terrain perdu à reconquérir. Il y a des réformes à faire. Saura-t-on, voudra-t-on les faire ? Toute la question est là.

Hector DEPASSE.

Le départ de M. Vel-Durand

Pour se rendre compte du véritable caractère de la mesure prise par le gouvernement contre M. le Préfet du Nord, il suffit de lire les *appréciations des journaux*.

Tout le parti réactionnaire-cléricale exulte. C'est plus que de la joie : c'est du délire.

L'article de la *Croix du Nord* est surtout bien caractéristique. Cette petite feuille ordurière, *qui a commis de bons tous les hommes* honorables de notre pays, donne libre cours à sa haine cléricale. Et pendant deux colonnes elle essaie de baver sur M. Vel-Durand.

Voici, pour l'édification des républicains, un *extrait de cette élucubration de la Croix :*

Par le temps qui court, les bonnes nouvelles sont rares.

Remercions donc M. Mline de la « bien bonne » qu'il vient de nous envoyer, en guise d'étrennes, des cures sudorifiques de la Méditerranée où le brave homme se repose un peu du mal qu'il se donne pour cause Messieurs les radicaux.

M. Vel-Durand s'en va.

Cette fois-ci ce n'est plus pour rire, paraît-il. On plutôt nous pouvons rire franchement : la nouvelle est foudre.

« Bagour, rancunier, *méchant, sectaire, partisan* jusqu'à l'injustice, amoureux d'injustices, il administrait en véritable proconsul. Tout mal pour les frères et amis, il était sans pitié pour les concurrents. Aux premiers, il accordait tout : honneurs et bénéfices ; aux seconds, il déniait tout jusqu'au droit à l'équité.

« Avec cela soupçonneux, avant cardé de son passage à la préfecture de police des instincts de gendarmerie, qui lui faisait espionner les moindres démarches de ses adversaires.

Voilà le portrait que trace de notre nouveau préfet, le journal le *Pas-de-Calais*, lors de son départ d'Arras.

Après avoir vu pendant sept ans, M. Vel-Durand dans le Nord, nous ne trouvons pas une seule ironche à faire à ce croquis. Tel il était, tel il est resté.

On voit que ce n'est pas d'hier que les cléricaux poursuivent M. Vel-Durand de leur haine.

Le *Pas-de-Calais* tenait, il y a sept ans, le même langage que la *Croix*, la *Dépêche* et l'*Echo du Nord* aujourd'hui.

Depuis vingt ans que M. Vel-Durand sert la République dans le Nord et le Pas-de-Calais, il a été en butte aux mêmes animosités et aux mêmes dénonciations cléricales.

Tous les gouvernements qui ont passé ne pouvaient avoir jusqu'ici jugé que de telles attaques honoraient le fonctionnaire qui en était l'objet et prouvaient son dévouement à la République.

Il a fallu le ministère Méline pour oser faire cette triste besogne d'obéir aux injonctions de la *Croix*, de la *Dépêche* et autres *Echo*.

La *Croix* énumère, d'ailleurs, les crimes de M. Vel-Durand : *laïcisation, interdiction* de processions, vexations fiscales contre les prêtres et la religion, dénaturation des œuvres de bienfaisance et de soulagement des malades pour en faire des entreprises contre la liberté de conscience *(sic)*, etc., etc.

En un mot, M. Vel-Durand a appliqué la loi aux catholiques comme à tous les citoyens. Et c'est là son crime impardonnable aux yeux de M. Méline.

La *Dépêche* est moins cynique que la *Croix*, mais son appréciation n'est pas moins significative. « M. Vel-Durand s'en va, dit-elle, après *avoir fait dans notre département tout le mal* qu'il a pu faire. » C'est évidemment au parti clérical que M. le Préfet a fait du mal, selon la *Dépêche*. Il n'appartenait peut-être pas à un gouvernement républicain de venger les griefs des cléricaux.

L'*Echo du Nord* est obligé de reconnaître que M. Vel-Durand était un préfet très laborieux, s'occupant des moindres détails de son administration et qui laissera le souvenir d'un fonctionnaire d'une rare activité.

Mais, ajoute-t-il, il a « aux yeux d'un grand nombre de républicains, le tort immense de ne voir qu'une seule fraction du parti républicain. »

L'éclatante manifestation républicaine de dimanche *a fait justice* de cette allégation mensongère.

M. Vel-Durand, au contraire — et en sera l'honneur de sa carrière de fonctionnaire républicain — avait réussi à maintenir l'union *de toutes les fractions du parti républicain du* Nord.

Il avait su inspirer la même confiance absolue aux modérés et aux progressistes.

Dans la journée d'hier les témoignages de *sympathie lui sont arrivés par milliers.*

Et les républicains de toutes nuances se pressent pour être reçus par lui.

Et les télégrammes et les lettres venaient de tous les points du département, et des modérés *et des progressistes, tous unanimes pour rendre* hommage à l'homme de devoir qui pendant sept années n'a jamais eu en vue que l'intérêt du département du Nord et la défense de la République.

Si le directeur de l'*Echo du Nord* n'est pas *seul* en dehors de cette union républicaine, c'est de son propre gré, et seulement il y a deux ans environ, sous l'influence d'invraisemblances que nous avons déjà signalées.

Le *Nord Maritime* de Dunkerque, qui pour le fiel, peut rivaliser avec la *Croix*, en distille le long d'une colonne et demie de son journal contre M. Vel-Durand, dont il attribue la disgrâce, à qui ? *Au maire clérical de Dunkerque*, tout puissant auprès de Méline.

Quelques radicaux, au milieu de la joie qui leur causait le résultat des élections sénatoriales, se sont hasardés à prétendre que M. Alfred Dumont, maire de Dunkerque, n'existait plus, politiquement parlant, et qu'il avait perdu toute influence et toute autorité.

Les événements viennent de donner un formidable démenti à ces propos, et de démontrer au contraire, et de la façon la plus catégorique, que M. Dumont était plus vivant que jamais.

Nous savons depuis longtemps que M. le Maire de Dunkerque avait le bras très long et qu'en haut lieu ses conseils étaient fort appréciés et ses avis particulièrement goûtés.

M. Dumont est trop modeste pour convenir lui-même de la chose, mais il paraît bien que son crédit auprès des Pouvoirs publics n'en est pas moins un fait indéniable.

La disgrâce électorale dont le gouvernement vient de frapper M. Vel Durand, le préfet radical du Nord, prouve d'une manière indiscutable que ceux qui s'attaquent à M. Dumont, reçoivent à un moment donné, quelque haut placés qu'ils soient, le juste châtiment de leur conduite.

Quant à notre vaillant confrère l'*Avenir de Dunkerque*, il dit son fait sans ambages au gouvernement.

Nous n'avons pas à examiner si c'est là un avantage *net* dont M. Vel-Durand puisse être satisfait. Pour nous, en effet, cette nomination arrivant le lendemain des élections sénatoriales — qui furent désastreuses pour M. Dulaur, ce vaudeau porte-coup de M. Méline — est une nouvelle injure aux républicains du Nord.

Elle montre que le gouvernement des Mackau et autres Gouthe-Soulard attendait de nos délégués sénatoriaux un autre verdict que celui qu'ils ont rendu et qu'il a dû subir finalement, dans une situation malpropre qu'elle n'a pas voulu faire.

Espérons, au moins, que les nominations parues aujourd'hui au *Journal Officiel* marquent la fin de la misérable *mêlée* dont la Chambre sera *le cœur de rez-de-chaussée* le dernier semestre, dans le courant de janvier.

Il est joli, ce gouvernement républicain qui envoie le préfet du Nord dégraisser dans un bourgade du midi, contre les pseudo-républicains alliés aux pires réactionnaires et qui, dans tous nos actes, obéit scrupuleusement aux injonctions des cléricaux les plus enragés.

Car c'est bien à un ordre de la Rabbia qu'a obéi M. Méline en enlevant M. Vel-Durand à la préfecture du Nord.

L'*Observateur d'Avesnes*, ne conteste pas le caractère clérical de la mesure dont nous parlons, mais il n'en voit que ce changement :

« Sera considéré comme une concession au parti des radicaux qui pourrait depuis longtemps M. Vel-Durand de ses variations étranges, sans tenir compte des difficultés que rencontrent les préfets, quand se mêle l'intervention de notre politique intérieure.

Le service de la conciliation républicaine aux élections du 3 janvier aurait dû, semble-t-il, consolider la situation de M. Vel Durand ; nous sommes surpris qu'il ait dû le quitter, et nous cherchons dont les motifs et l'opportunité provoquent le blâme ou la critique des gens du parti dont intéresse.

C'est avec stupéfaction, dit M. Aug. Brouillet, dans le *Drapeau Républicain*, que les républicains du département du Nord, nous étons loin de soupçonner que les ennemis de la République eussent tout l'influence dans les conseils du gouvernement.

« Il quand prises des actes nous signalent les faits mentionnés ci-dessus, les articles ouvertes contre les grandes lignes impénétrables au sérieux, ne pouvant à croire à l'hostilité politique de M. Méline.

Aujourd'hui nous devons faire notre *mea culpa* et reconnaître que nous avons été dupes.

« Avec amour tous les cultivateurs de la région du Nord lisent des questions d'intérêt général. M. Vel-Durand avait conquis les républicains.

« Comme dans le cas de M. Méline, le préfet, en quittant le département, avait gagné la confiance des travailleurs, et, par son administration, avait semé le trouble.

« La réaction a tout un moment le mérite d'être sincère.

« Nous verrons comment les sénateurs et nos députés répliqueront aux surent relever le gant que vient de leur jeter le ministère.

Aujourd'hui, nous nous contentons de renumer notre pensée en deux parties.

La sincérité des ennemis, des ennemis de la République en administrateur irréprochable. M. Méline a commis une maladresse ; et nous.

Nous ne voyons pas dans ce départ, il a un autre caractère que